



Procès-verbal de la réunion du jeudi 28 juin 2018.

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 28 juin, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle des fêtes de Gaillefontaine, à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 18 juin et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81.

Délégués présents : 57

Pouvoirs : 11.

Etaient présents :

Ms et Mmes : Deschamps F. Décarnelle R. Fournier L. Rimbert D. Denjean M. Quesney Y. Cosquer J.L. Nottias B. Lamulle N. Duclos E. Beuvin M. Obé A.M. Devillerval M.F. Canu J.N. Patris P. Mainemarre N. Lejeune M. Godebout F. Lesueur C. Bonino M. Guesdon D. Hagnéré C. Rouzé D. Picard E. Delafontaine B. Pain J.L. Legendre F. Blondé J. Baguet V. Knoop F. Cailleux M. Godin J. Buquet J. Coaillet M. Delwarde J.C. Dion O. Defromerie M. Legay P. Cumont C. Devin R. Bisson J.P. Grisel J. Bourguignon F. Duval I. Sagot J. Coutard G. Lefebvre C. Ducrocq C. Elie C. Degry D. Dupard R. Dion P. Morel J.M. Duflos J.Y. Thillard M.B. Dumouchel J.C. Hermand T.

Absents excusés : E. Broux. L. Lemasson. B. Chardel. E. Mallet.

Excuses et pouvoirs :

- I. Bréquigny excusée, pouvoir à R. Devin
- D. Busuet excusé, pouvoir à J.L. Pain
- J. Decoudre excusé, pouvoir à C. Lesueur
- F. Asselin excusé, pouvoir à F. Godebout
- P. Turban excusé, pouvoir à F. Legendre
- F.M. Noël excusé, pouvoir à C. Ducrocq
- I. Méry excusée, pouvoir à J. Godin
- F. Larchevêque excusé, pouvoir à J. Blondé
- A. Duval excusée, pouvoir à V. Baguet
- J.M. Buquet excusée, pouvoir à J. Buquet
- C. Garcia excusé, pouvoir à J.C. Delwarde.

M. le président, s'assure que le quorum est atteint et débute la séance en remerciant Monsieur le Maire de Gaillefontaine pour son accueil, et poursuit par l'approbation du procès-verbal de la réunion du 31 mai dernier, qui est adopté à l'unanimité par les membres présents.

Renouvellement du contrat avec Eco-mobilier pour l'enlèvement du mobilier en déchetterie.
--

Il s'agit de renouveler le contrat territorial pour 2018, avec Eco-Mobilier pour l'enlèvement du mobilier usagé (ameublement essentiellement) déposé par les administrés en déchetterie. Ceci en attendant la finalisation du contrat 2019-2023 (en attente des négociations avec l'état) et afin de pouvoir continuer à percevoir les soutiens financiers de cet éco-organisme. Pour information, en 2017, cela représentait une recette de 28 190 € pour le S.I.E.O.M. Ce chiffre pourrait évoluer puisqu'en 2017, il y avait une seule benne à Gournay (au 1^{er} semestre), puis une seconde benne a été installée à Serqueux en octobre. Une troisième benne pourrait être mise à disposition à La Feuillie en octobre prochain.

Le conseil délibère à l'unanimité pour le renouvellement de ce contrat et autorise le président à le signer.

Acquisition d'engins pour le compactage des déchets dans les déchetteries.

Cette acquisition permettra une réduction importante des rotations, et par conséquent, des coûts de transports. Une étude comparative a été menée sur la possibilité d'acheter un compacteur qui tournerait sur les 3 déchetteries ou l'achat de deux tractopelles (pour Serqueux et La Feuillie, Gournay étant déjà équipé). La commission déchets et les membres du bureau ont étudié ces deux possibilités et se sont montrés favorables à l'acquisition de deux tractopelles pour un montant TTC de 168 000€. L'étude comparative menée entre l'achat et la réduction du coût de transport, a permis de déduire que l'investissement serait rentabilisé sur +/- 6 ans en fonction de l'utilisation et des apports en déchetterie. Une décision modificative budgétaire sera nécessaire puisque, 70 000€ avait été inscrit au budget, en prévisionnel.

M. Duclos demande combien le tractopelle de Gournay fait d'heures par an actuellement, et émet l'idée de n'acheter qu'un seul tractopelle pour le faire transiter d'une déchetterie à l'autre. Il ajoute que ce matériel doit faire 1000 heures/an pour être rentable.

M. Devin lui répond que l'achat d'un seul engin ne couvrira pas les besoins des 2 déchetteries non équipées, sachant que les horaires des déchetteries sont semblables.

Mme Lesueur demande si plusieurs entreprises ont été consultées.

M. Devin lui répond qu'un appel d'offres sera lancé prochainement, au vu du montant de l'achat.

M. Grisel demande si le tractopelle pourra charger un camion.

M. Devin lui répond que cet engin pourra charger un camion, des essais ont été réalisés à ce sujet.

M. Quesney pense qu'il serait intéressant d'avoir un broyeur de déchets verts.

M. Picard lui répond qu'une étude a été menée et a conclu qu'il fallait plus de branchage et moins de déchets verts pour utiliser à plein régime ce matériel.

Mme Lesueur demande sur quel budget seront pris les 90 000€ de la décision modificative.

M. Picard lui répond qu'il s'agit du budget annexe du S.I.E.O.M, puisque ce matériel sera utilisé en déchetterie.

M. Grisel demande si cette prestation a été demandée à une entreprise extérieure.

M. Picard répond que cette possibilité n'a pas été étudiée, mais pense qu'à terme ce procédé ne serait pas rentable et facilement utilisable puisque le travail se fait à un moment bien précis dès que cela est nécessaire et un prestataire extérieur ne pourrait pas être aussi réactif que si le matériel et le personnel sont déjà sur place.

Mme Delafontaine demande si le marché de ramassage des bennes peut être modifié.

M. le président lui répond que ce n'est pas nécessaire, puisque ce sont des marchés à bon de commande. Des ordres de services sont adressés à l'entreprise, à chaque fois que des bennes sont à enlever.

Le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le lancement d'une consultation pour acheter 2 tractopelles.

Pérennisation d'un contrat d'un agent de déchetterie.

Un contrat d'un agent de déchetterie arrive à expiration le 16 octobre prochain. L'agent donnant toute satisfaction, et afin d'assurer la continuité du service à la déchetterie de Gournay-en-Bray, il est proposé un contrat à durée indéterminée à partir du 17 octobre prochain, à temps complet.

Mme Lesueur demande s'il fait partie des agents qui sont absents de temps en temps.

M. le président lui répond que non, il s'agit là, d'un agent qui est toujours présent à son poste et qui donne toute satisfaction.

Acquisition d'un local jouxtant la déchetterie de Gournay-en-Bray.

Le S.I.E.O.M a l'opportunité d'acheter un bâtiment jouxtant la déchetterie de Gournay-en-Bray d'une surface de 425 m², sur terrain de 5000 m². Ce bâtiment pourrait faire l'objet d'un projet de ressourcerie. Egalement, dans le cadre du P.L.P.D.M.A et des actions qui pourraient être mise en place, l'acquisition d'un local s'avère indispensable. En ce qui concerne le financement, ce projet doit être lauréat du concours organisé par l'ADEME pour être subventionné à hauteur 75% maximum. Prix de l'achat : 300 000€ net + les frais notariés. Actuellement, ce local est occupé en partie par la COVED qui verse un loyer de 14 400€/an au propriétaire actuel. Pour cet investissement, il faudra recourir à l'emprunt.

M. Pain demande si la collectivité a demandé l'estimation du bien à France Domaine.

M. le président répond que France Domaine pourra être consulté.

M. Duclos demande si l'accès à ce local est facile et visible.

M. Picard lui répond que c'est le terrain juste à côté de la déchetterie, il se trouve sur un axe de passage visible et on peut y accéder facilement.

M. Quesney demande si le bâtiment est isolé.

M. Picard lui répond que ce bâtiment est isolé.

Le conseil communautaire délibère favorablement à l'unanimité pour l'acquisition de ce bâtiment et terrain, sous réserve de l'avis de France Domaine.

Admissions en non-valeur pour la redevance incitative.

A la demande du trésorier, une délibération doit être prise pour l'admission en non-valeur de titres de redevance incitative qui restent impayés. Le montant s'élève à 5321,88€ et concerne les exercices 2014 à 2017. Une délibération est nécessaire pour mandater au chapitre 65 du budget annexe du S.I.E.O.M.

M. Dion demande si les 4 années concernées seront épurées.

M. Picard lui répond que ça n'épure pas la liste des impayés, mais il s'agit de titres qui ont fait l'objet d'une procédure de recouvrement n'ayant pu aboutir. Il ajoute que les impayés de redevance incitative représentent 5 à 6% de la recette totale.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Mise en consultation publique du P.L.P.D.M.A

La rédaction du P.L.P.D.M.A (Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés) étant terminée, il doit être mis en consultation publique, à minima : publication du projet sur le site Web de la collectivité et des communes adhérentes. Possibilité de remise en support papier. La consultation sera disponible deux mois, à compter du 1^{er} juillet 2018.

Mme Legendre demande si le document est consultable sur le site Web du S.I.E.O.M.

M. Picard lui répond que ce document sera mis en ligne début juillet sur le site internet du S.I.E.O.M, mais que le conseil doit se prononcer avant sa mise en ligne.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Mise en place de la taxe de séjour intercommunautaire

Une délibération doit être prise pour la mise en place de la taxe de séjour sur tout le territoire communautaire (sauf la ville de Forges-les-Eaux). Cette délibération devra être prise avant le 1^{er} octobre 2018 pour être

effective dès le 1^{er} janvier 2019. Actuellement, sur le territoire plusieurs tarifs sont appliqués : 0,50€/jour sur le secteur des Monts et l'Andelle, 0,20€ à 4€ pour le secteur de Forges. La loi impose que des tarifs doivent être institués pour chaque catégorie d'hébergement, avec un tarif « plancher » et un tarif « plafond » pour chacune des catégories. Les tarifs sont facturés par nuitée, par adulte.

La commission tourisme qui s'est réunie le 16 avril dernier a proposé les tarifs suivants, qui ont été validés par les membres du bureau :

- Palaces : 4,00€
- Hôtel de tourisme 5 étoiles : 2,50€
- Hôtel de tourisme 4 étoiles : 2,00€
- Hôtel de tourisme 3 étoiles : 1,50€
- Hôtel de tourisme 2 étoiles : 0,90€
- Hôtel de tourisme 1 étoile, village vacance, chambre d'hôtes : 0,80€
- Hôtel et résidence de tourisme en attente de classement : 0,60€
- Meublés de tourisme et assimilés en attente de classement : 0,60€
- Terrain de camping et caravanage classés en 3,4 ou 5 étoiles : 0,60€
- Terrain de camping et caravanage classés en 1 ou 2 étoiles, port de plaisance : 0,20€.

M. Pain demande s'il y a eu une simulation de faite sur le produit attendu.

M. Canu lui répond que non, pour le moment, il n'y a pas cette estimation. Les prestataires touristiques devront être répertoriés et seront ensuite informés de la mise en place de cette taxe.

M. Duclos informe les élus que la question s'était posée à la communauté de communes du Bray Normand, et les élus avaient peur de faire fuir les touristes, qui ne sont pas habitués à payer cette taxe sur le secteur gournaisien.

M. Lejeune informe les élus que la ville de Forges a délibéré pour fixer le tarif de la taxe de séjour de l'hôtel de tourisme 4 étoiles qui passe de 2 à 2,30€ et pour taxer les hébergements non classés, à hauteur de 5% du montant de la prestation, dans la limite de 2,30€.

M. Picard pense que les chiffres doivent être ajustés de manière à être uniformes sur tout le territoire communautaire et propose ainsi de suivre le tarif appliqué par la commune de Forges.

Mme Dion informe les élus que toutes les communes de l'ancien secteur de Forges ont reçu une note de l'office de tourisme des 4 rivières leur demandant de répertorier leur patrimoine, leur activité etc... ceci afin d'enrichir le site internet de l'office des 4 rivières.

Le conseil communautaire est favorable à l'unanimité pour la mise en place de cette taxe de séjour. M. le président prend acte des remarques des élus, les services de la Préfecture seront contactés à ce sujet. La délibération leur sera transmise. Suivant les indications de la Préfecture, la délibération pourra être présentée à nouveau au prochain conseil.

Signature de la convention de médiation du personnel

M. le président expose que le CDG 76 a mis en place un dispositif pour instaurer la médiation entre un agent et la collectivité lors d'un litige administratif. Cette mission optionnelle, est payante à hauteur de 180€ la prestation. Ce service est facturé uniquement lorsque la collectivité en a l'utilité.

Mme Lesueur demande si la collectivité va en avoir besoin rapidement.

M. Picard lui répond qu'à sa connaissance, il n'y a pas de conflit avec les agents. Il ajoute que chaque collectivité a été destinataire de cette proposition du C.D.G qui permet à la collectivité de faire intervenir le C.D.G via cette convention.

M. Grisel précise qu'il existe aussi le conseil de discipline, pour régler les conflits.

M. le président explique qu'il s'agit là, d'une procédure de médiation et non de discipline.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Attribution de subvention à 5 associations

Plusieurs associations ont émis des demandes de subvention pour l'année 2018. Le bureau réunit le 14 juin dernier a examiné ces demandes et les a estimé légitimes et ayant un rayonnement territorial (intérêt touristique, culturel, social).

- Musée de la résistance de Forges : montant demandé par l'association : 1000€
- Fête du cheval (Forges les Eaux) : montant demandé par l'association : 10 000€.
- Foire aux melons (Beaubec la Rosière) : montant demandé par l'association : 5000€.
- Gospel en Bray : montant demandé par l'association : 2000€.
- Festival des marionnettes : montant demandé par l'association : 2000€.

Mme Deschamps apporte les précisions suivantes : elle indique que la commission s'est réunie le 28 mai dernier. Lors de cette réunion la commission avait émis un avis favorable sur :

- Musée de la résistance de Forges pour : 1000€
- Gospel en Bray : pour 2000€.
- Festival des marionnettes : pour 2000€.
- Le club informathil : pour 1000€. (subvention exceptionnelle pour l'investissement de matériel).

Les élus de la commission avaient décidé de ne pas donner suite aux demandes suivantes :

- Fête du cheval (Forges les Eaux)
- Foire aux melons (Beaubec la Rosière)

J.C Delwarde fait remarquer que chaque commune peut demander une subvention pour le déroulement de la fête de son village.

M. Picard répond que le projet doit être présenté par l'association et examiné par la commission. Les subventions sont attribuées sous condition (répercussion au-delà du territoire) et feront l'objet l'an prochain d'un règlement d'attribution.

De plus, certaines manifestations sont transversales et peuvent être catégorisées à une commission. C'est pourquoi le bureau s'en est saisi.

M. Delwarde souhaite savoir si une demande de subvention a été faite pour le week end à la ferme d'antan, qui s'est déroulé au Mont Louvet le week end dernier.

M. Picard lui répond que le bureau n'a pas donné suite à cette demande.

M. Duclos constate que les élus sont toujours un « peu embarrassés » pour analyser ces demandes de subvention, et pense qu'il serait souhaitable de définir l'intérêt communautaire avant de procéder à l'examen et l'attribution de ces demandes. Cela permettrait de ne pas mettre en difficultés les élus qui ont du mal aujourd'hui à définir l'intérêt de la collectivité dans ces demandes.

M. Picard répond que pour 2019, une enveloppe fermée sera définie avec des conditions d'attribution qui seront délibérées.

Mme Lesueur précise qu'il faut prendre en compte le rayonnement et l'impact de la manifestation.

M. Dion demande à Mme Lesueur si la fête du cheval fait des bénéfices, ou si au contraire, ses comptes sont déficitaires.

Mme Lesueur fait remarquer que l'entrée à cette fête du cheval est gratuite. Elle ajoute, qu'à son avis, cette fête ne peut exister qu'avec les subventions de la commune de Forges et de l'intercommunalité. Elle informe les élus que la Com-Com apparaîtra sur tous les supports de communication de cette fête.

M. Bourguignon fait remarquer qu'informatil (association de 50 adhérents) a reçu une réponse négative pour une demande de subvention de fonctionnement, au printemps dernier, mais dans le courrier il était précisé que la Com-Com pourrait éventuellement verser une subvention sur l'investissement (acquisition de poste informatique). Finalement, cette subvention sur l'investissement est également refusée.

M. Morel observe que les décisions des commissions ne sont pas suivies par le bureau.

M. Picard lui répond que les commissions n'ont pas pouvoir de décision, elles examinent et proposent au bureau avant de passer en conseil communautaire.

M. Hermand demande pourquoi la subvention d'informatil n'est pas proposée au débat du conseil de ce soir.

M. Picard lui répond que le bureau n'a pas souhaité la proposer en conseil.

M. Picard clos le débat et propose aux membres du conseil de voter chaque demande de subvention :

- Musée de la résistance de Forges : 1000€, accordé à l'unanimité.
- Fête du cheval (Forges les Eaux) : 10 000€. Accordé à la majorité, moins 2 abstentions, Mme Lesueur ne prend pas part au vote.
- Foire aux melons (Beaubec la Rosière) : 5000€. Accordé à la majorité, moins 1 abstention, M. Décarnelle ne prend pas part au vote.
- Gospel en Bray : 2000€. Accordé à l'unanimité.
- Festival des marionnettes : 2000€. Accordé à la majorité, moins une abstention. Mme Bonino ne prend pas part au vote.

Adhésion à Seine-Maritime attractivité

Conformément aux statuts de l'association Seine-Maritime Attractivité, une délibération doit être prise pour renouveler le versement de la contribution à cette association pour l'année 2018. Le montant de l'adhésion s'établit par tranche de population et s'élève à 10 000€ pour la C.C.4.R.

C. Elie informe les élus qu'elle a reçu un courrier dans sa mairie, l'informant que la C.C.4.R contribuait à l'adhésion, mais que la participation pour les travaux engagés dans sa commune était à sa charge et représentait 10% de ses travaux.

M. Picard lui répond que sa commune est toujours redevable de la contribution de la prestation d'ingénierie effectuée par S.M.A. mais que par contre, elle ne verse pas l'adhésion annuelle, puisque c'est la C.C.4.R qui paie. La contribution des 10 000€ couvre l'ensemble des contributions des communes de la COM.COM.

Le conseil délibère à l'unanimité.

Informations et questions diverses

M. le président informe les élus des différentes informations qui lui sont parvenues :

- Réception d'un courrier de la Région Normandie qui demande le soutien de la C.C.4.R pour la défense de l'apprentissage menacé. M. Picard donne lecture de la proposition de motion rédigée par le président de Région. Ms. Patris, Cosquer et Décarnelle s'opposent à cette demande de motion.

M. Canu pense qu'il est nécessaire de réfléchir à l'avenir des jeunes en difficulté scolaire dans la région.

M. Nottias observe qu'il y a de nombreuses difficultés pour les apprentis à trouver un patron.

M. Lejeune pense que l'objet principal de cette motion est la recentralisation.

Les élus votent la motion à la majorité, moins 5 contre et 17 abstentions.

- Réception d'un courrier de la Préfecture, pour réunion à un comité d'experts sur la pollution de l'air, organisé le 6 juillet prochain. Les membres du bureau ont souhaité que ce courrier soit présenté au conseil, afin de permettre à l' élu qui serait intéressé, de pouvoir participer à cette réunion. Aucun d' élu ne se déclare disponible pour assister à ce comité d'experts.
- Réception d'un courrier de Seine-Maritime-Numérique, sollicitant nomination d'un délégué « référent fibre », afin de faciliter l'échange et la circulation des informations entre les collectivités, les entreprises et S.M.N. durant la période où sera organisé le relevé de boîtes aux lettres par un agent assermenté, nommé par le Département. Dans ce courrier, il est précisé qu'un agent doit être nommé, mais peut-être à voir également avec l' élu délégué à S.M.N.
- Invitation pour « Les 4 rivières en fête » : le mardi 24 juillet 2018, à 16h00, au complexe sportif de Forges, pour la clôture de la journée de rencontre des centres de loisirs situés sur le territoire de la C.C.4.R. L'invitation a été adressée par mail à chacun des délégués communautaires. M. Picard remercie la ville de Forges pour le prêt du stade.
- Prochain conseil communautaire le jeudi 5 juillet à 19h à La Feuillie, en présence de Calia Conseil.
- M. Picard laisse la parole à Dany Guesdon, qui présente le travail effectué au sein de sa commission. M. Guesdon précise, que dans un premier temps, un inventaire a été établi pour répertorier les associations sportives du territoire. Un courrier a été adressé aux 53 communes. 39, d'entre elles ont répondu et 62 associations sportives ont été répertoriées. En 2018, 35 demandes de subvention ont été adressées à la Com.Com. 16 subventions ont été accordées pour un montant de 78 400€ (incluant le tour de Normandie, le forum des métiers, et l'hippodrome de Mauquenchy). Le plus difficile a été de déterminer les critères d'attribution. La commission a décidé de retenir les demandes des associations qui avaient un grand nombre de jeunes licenciés.

M. Duclos pense que la façon de procéder est un peu risquée et réitère la nécessité de définir l'intérêt communautaire avant de répondre aux demandes.

Mme Obé pense qu'il faut définir un cadre pour l'attribution des demandes.

M. Picard clos le débat en précisant qu'un règlement sera établi avec une enveloppe fermée l'an prochain.

- M. Picard remercie les élus d'avoir permis la 1^{ère} rencontre des secrétaires de mairie de l'intercommunalité, mardi dernier.
- M. Dupard prend la parole pour le terrain de foot de Nollevall qui est mis à la disposition de club sportif et était pris en charge financièrement par l'ancienne Com-Com des Monts et de l'Andelle. La C.C.4.R n'a pas souhaité prendre cette compétence. Il était question de « raccrocher » ce stade au Syndicat de Transport de La Feuillie, mais le problème se pose pour les communes adhérentes à ce syndicat qui ne sont pas concernées. Le conseil de Nolléval se prononce contre le fait de supporter les charges de ce stade, car cela représenterait plus de 10% du budget de fonctionnement de Nolléval alors qu'il n'y a pas d'intérêt spécifique pour la commune.

M. Dupard émet 3 hypothèses qui pourraient être étudiées :

- le transfert au syndicat de transport
- la création d'un S.I.V.U
- la commune de Nolléval récupère son terrain et ne le met plus à disposition.

M. Picard répond qu'il est attentif à l'évolution de tout ceci et est en train d'étudier les possibilités de restitution financière il a également détaillé la fiche de poste de l'agent d'entretien qui soulève

quelques interrogations. Des propositions seront faites aux communes concernées. Pour la création du S.I.V.U, il pense qu'il est fort probable que l'état refuse.

- Mme Lesueur demande pourquoi l'association C.A.R.M.A doit payer désormais un loyer (de plus de 600€/mois) à la commune d'Argueil, la prise en charge du ménage et de l'entretien des espaces verts à partir du 1^{er} juillet. Elle précise que la présidente de cette association est la responsable de « l'espace jeunes » de Gournay, et Mme Lesueur se demande pourquoi, subitement, la commune demande un loyer à cette association, qui ne pourra pas supporter de telles charges.

M. Picard lui répond très clairement qu'il n'interviendra pas dans la gestion de la commune d'Argueil, ni dans la gestion de l'association CARMA. C'est une association avec laquelle la Com-Com travaille, mais M. Picard ne s'occupe pas des relations C.A.R.M.A/Argueil, qui ne concerne pas d'ailleurs la C.C.4.R. Pour ce qui concerne la présidente, chaque agent d'une collectivité a le droit de s'engager dans le milieu associatif.

- Mme Legendre revient sur sa demande du dernier conseil, à savoir l'organigramme du personnel.

M. Picard lui répond que cet organigramme sera établi dès que les compétences seront choisies par les élus. L'organigramme sera alors rédigé en fonction des missions que les agents devront assumer suite aux compétences prises.

- Mme Lesueur demande où est en le recrutement du R.A.M.I

M. Picard lui répond qu'il est en cours, que les candidatures arrivent et doivent être analysées avant de procéder aux entretiens de recrutement.

- M. Delwarde informe les élus que la commune d'Argueil va accueillir prochainement le « bar des quatre rivières ».

- M. Quesney revient sur la tonte de l'aire panoramique située à Ernemont la Villette qui est faite régulièrement. Par contre, le parking qui mène à cette aire est mal entretenu, et la haie n'est pas tondue.

M. Canu répond que l'entretien du parking et de la haie, est réalisé par la direction des routes et non pas par la C.C.4.R.

- M. Canu informe les élus que le rallye familial aura lieu à Sigy en Bray le 8 septembre prochain à partir de 14h00. Les inscriptions se dérouleront à partir du 8 août sur internet.

- M. Picard informe les élus qu'un stand de l'office du tourisme intercommunautaire sera présent sur le P.E.M. le 14 juillet lors du passage du tour de France. Deux associations de vélo de Forges et de la Feuillie animeront des stands sur place ce jour-là.

- M. Fournier propose que la Com-Com établisse un groupement de commandes pour l'achat et l'application d'enrobé injecté.

M. Picard lui répond qu'il est tout à fait favorable à la constitution d'un groupement de commandes qui permettraient aux communes de réaliser des économies d'échelle.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h15.